

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Royaume-Uni-doit-retirer-sa-menace-contre-l-Equateur>

Le Royaume-Uni doit retirer sa menace contre l'Équateur

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : lundi 20 août 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Ministre des Affaires Etrangères équatorien, Ricardo Patiño, a affirmé aujourd'hui que le Royaume-Uni devra officiellement retirer la menace contre son pays d'une incursion éventuelle dans son Ambassade de Londres pour arrêter Julian Assange.

Dans un entretien à la télévision depuis Quito, Patiño a remarqué qu'une mise au point sur cette situation est indispensable de la part de l'Organisation d'États américains (OEA), après les réunions de ce week-end des deux blocs régionaux.

Samedi et dimanche des séances extraordinaires ont été tenues par l'*Union de Nations Sud-américaines* (Unasur) et l'*Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique* (ALBA), pour analyser la demande équatorienne d'une position commune à ce sujet.

Les deux réunions ont émis un appui ferme à la défense de la souveraineté de l'Équateur et le rejet des avertissements britanniques d'entrer sans autorisation dans la légation diplomatique pour arrêter M. Assange au motif de l'extrader en Suède.

Cependant, depuis Londres, ont été faites des déclarations selon lesquelles le gouvernement ne remettra pas de sauf-conduit pour que le fondateur de Wikileaks quitte l'enceinte de l'ambassade et se rende en Équateur, pays qui lui a accordé l'asile le 16 août dernier.

« Nous croyons que, dans un cas comme celui-là, il est indispensable qu'il y ait une réaction, non de nous, mais de l'OEA, face à un pays qui est menacé » a exprimé le ministre des Affaires Etrangères de ce pays sudaméricain.

Ces déclarations de Patiño précèdent une séance de l'OEA à Washington convoquée pour vendredi prochain pour traiter le sujet, à la demande de l'Équateur et avec l'appui majoritaire des pays membres.

Le ministre Patiño a réaffirmé l'ouverture au dialogue avec le Royaume-Uni, mais a insisté sur le fait que d'abord celui-ci doit retirer officiellement le communiqué envoyé par son gouvernement, relatif à la menace d'agression de l'ambassade de Londres.

Les autorités britanniques ont affirmé que leur comportement serait fondé sur une loi nationale qui contredit la *Convention de Vienne de 1961* sur les relations diplomatiques.

L'Équateur évalue la possibilité de poursuivre les négociations pour la recherche d'une sortie à la crise déclenchée par le cas Assange et de ne pas trouver de réponse, alors il se présenterait devant des instances judiciaires internationales.

« Nous préférons continuer avec un travail de dialogue avec la Grande-Bretagne. Recourir à la Cour internationale de Justice de La Haye est la voie qu'il nous resterait après », a-t-il précisé.

Le gouvernement équatorien a argumenté sur 11 points ses raisons pour accorder le statut de réfugié au journaliste australien et après avoir vérifié les indices selon lesquels celui-ci puisse être extradé de la Suède vers les États-Unis, où l'attendrait même la peine capitale, étant accusé d'espionnage.

Tant le président Rafael Correa que son ministre Patiño ont affirmé que dans le processus de dialogue ni la Suède ni le Royaume-Uni n'ont jamais donné de garanties de ce qu'ils ne remettraient pas M. Assange aux États-Unis.

[PL](#). Quito, le 20 août 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 20 août 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).